Tous ensemble, luttons plus pour gagner plus !

Bulletin de la **Ligue Communiste Révolutionnaire** - Lorraine Nord / **Novembre 2007**
*Portes-parole : **Olivier Besancenot**, **Alain Krivine** et **Roseline Vachetta***

Le calcul de Sarkozy est simple : s'en prendre d'abord aux salariés des régimes spéciaux, chercher à les isoler en les présentant comme favorisés, afin de les défaire pour pouvoir continuer les attaques contre tous. C'est ce plan-là que nous pouvons faire échouer !

Le gouvernement nous attaque toutes et tous...

Ce sont les dépenses pour le logement, la santé et l'alimentation qui augmentent le plus. Ces hausses frappent, d'abord, les petits revenus des salariés, des retraités, des chômeurs et accroissent encore les inégalités. Les pauvres sont plus pauvres, les riches, plus riches. Et ce sont ces derniers qui ont profité des cadeaux fiscaux de l'été !

La suppression des régimes spéciaux de retraite prépare l'allongement de la durée de cotisations et la baisse des retraites pour tous. Les franchises médicales taxent les malades.

La suppression d'un fonctionnaire sur deux concerne tous les usagers des services publics. L'autonomie des universités prépare encore plus de privatisations et d'inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur.

Les lois et les rafles contre les étrangers attisent le racisme et les divisions.

Ripostons toutes et tous ensemble !

Le 18 octobre, les salariés des régimes spéciaux, très fortement mobilisés, ont été rejoints par de nombreuses autres catégories, du public comme du privé, et, depuis, de nombreuses luttes pour les salaires et les conditions de travail ont changé le climat social. Nous avons commencé à relever la tête !

Les projets du gouvernement et du Medef ne sont pas négociables, il faut exiger leurs retraits et imposer nos propres priorités. Pour les salaires, les retraites et les minima sociaux, le minimum, c'est 1500 € net et une augmentation de 300 € net tout de suite. Pour les retraites, la justice et l'égalité, ce n'est pas la suppression des régimes spéciaux, c'est une retraite pleine et entière à 75% du meilleur salaire avec 37,5 annuités et, dans tous les cas, à 60 ans, et 55 ans maximum pour tous les métiers pénibles. Le droit à la santé exige le remboursement intégral des médicaments et des soins. Pour défendre et étendre les services publics, il faut créer un million d'emplois et revenir sur l'ensemble des privatisations, abroger la loi d'autonomie des universités.

Les syndicats appellent à la grève reconductible à partir du 14, à la SNCF,

Edf-Gdf, à la RATP. Les fédérations de-fonctionnaires organisent une journée de grève le 20. De nombreuses entreprises, grandes ou petites, sont en lutte pour les salaires. La mobilisation s'étend dans les universités comme à Metz. Des unions départementales appellent à la mobilisation commune public - privé.

Le 20 novembre, une vraie grève interprofessionnelle !

Nous avons quelques jours pour la construire. Les secteurs en grève reconductible (cheminots, étudiants...) peuvent aider à propager la mobilisation, c'est aussi ce qui leur permettra de tenir. Pour cela, une condition : que les grévistes décident eux-mêmes de leur mouvement, de leurs actions dans des assemblées générales souveraines.

L'urgence, c'est de convaincre partout, dans chaque entreprise, que c'est le moment de se battre, tous ensemble, contre la politique de Sarkozy et du Medef !

MANIFESTATION
mardi 20 novembre - 14h30 devant la Gare SNCF

Se battre pour obtenir des augmentations de salaires !

Pendant des années on nous a bassinés que si nous pensions que les prix augmentaient plus vite que nos salaires, « ce n'était qu'une impression ». Bien conscient que ce genre d'explications fumeuses ne lui rapporteraient pas de voix, Sarkozy a fait du pouvoir d'achat l'une de ses priorités. Evidemment tout est dans l'affichage.

Toujours des cadeaux aux patrons

Il se dépêche d'exonérer les patrons des cotisations sociales (ce qu'il ose appeler des «charges») sur les heures supplémentaires, histoire de creuser un peu plus les trous de la sécu, des caisses de retraites…afin de mieux les démanteler demain. Beaucoup de patrons ne s'embêtent plus depuis longtemps et font faire des heures sup' sans même les payer. L'État n'est d'ailleurs pas en reste en la matière. Le ministre de la Fonction publique, Éric Woerth, a eu le cynisme de proposer au personnel hospitalier de payer 30 % des heures supplémentaires qui sont dues en guise de coup de pouce au pouvoir d'achat !

Les salaires, une priorité personnelle pour Sarko

Au moment de la rentrée, grande concertation avec les syndicats sur la question… dont il ne ressort rien ! Et c'est à peu près tout…Non pardon, s'il y a un salaire dont Sarko n'a pas oublié de s'occuper, c'est bien le sien qui passe de 8 200€ à près de 20 000€ soit : 140% d'augmentation.

Inénarrable Christine Lagarde

Notre ministre de l'économie a plein de bonnes idées pour nous : la hausse du prix des carburants ? Nous n'avons qu'à faire du vélo et de la marche à pied ! Mais ne soyons pas injuste avec elle, C Lagarde s'active : elle reçoit les patrons de la grande distribution et les pétroliers, leur demande gentiment de faire des efforts. Les pauvres lui répondent que promis, « ils feront ce qu'ils peuvent » mais que leurs marges sont déjà très faibles… Tous ces groupes affichent des profits insolents, 3 milliards en un trimestre pour Total !

Pour nos salaires, une seule solution : se battre

Dans plusieurs entreprises de la région, des salariés ont obtenu des hausses de salaires : ceux de l'atelier mastic de la Sovab à Batilly, à la Smart à Hambach (cf notre feuille d'octobre), à France Transfo, aux cableries Lapp à Oeting (voir en dernière page)… A chaque fois ils ont obtenu ses augmentations grâce à la grève.

Les salariés de ces entreprises nous montrent la voie : c'est par la lutte et la grève que nous obtiendrons des hausses de salaires. 300€ d'augmentation pour tous, pas un revenu en dessous de 1 500€ net !

Aujourd'hui comme le 29 mai 2005, NON au traité européen !

Exigeons un référendum !

Rien de neuf

Le mini traité, adopté à Lisbonne, n'a de mini que le nom. Sous un habillage différent, « la concurrence libre et non faussée » est toujours l'armature politique et économique de ce texte rejeté lors des référendums en France et aux Pays Bas en 2005.

Le PS et Sarkozy d'accord

A l'occasion de son dernier bureau national, le PS s'est prononcé majoritairement pour le vote OUI et le recours à une ratification parlementaire. C'est une position qu'il partage avec Sarkozy.

Terribles conséquences sociales

Ce texte vise à légitimer l'entreprise de démolition des acquis sociaux qui restent dans chacun des pays européen : destruction des les services publics, remise en cause du contrat de travail, du statut de la fonction publique, privatisation de la Sécu, la retraite à taux plein portée à 67 ans comme en Allemagne, renforcement de l'influence du patronat sur les terrains de l'école, de l'université et de la recherche, pressions sans cesse plus fortes pour baisser les salaires. Nous ne voulons pas de cette construction européenne, nous souhaitons au contraire l'égalité par le haut des acquis sociaux : SMIC européen à 1500€, services publics européens...

Démocratie bafoufée

En adoptant cette position, le PS nous prive du droit de ratifier ou non un texte de caractère constitutionnel. Comme un texte similaire a été rejeté une première fois à 55% par les électeurs, il est indispensable qu'un nouveau référendum soit organisé, pour des raisons démocratiques. En l'absence de proportionnelle intégrale, la composition de l'assemblée nationale est loin de représenter les choix politiques de la population. On l'a bien vu en 2005 : 85 % des parlementaires pour le OUI et finalement 55% des électeurs pour le NON !

Pour sa part, la LCR s'est prononcée à la fois pour la tenue d'un référendum et le vote NON : le traité de Lisbonne n'est qu'un produit recyclé du précédent TCE.

Il est temps de construire ensemble

un **nouveau parti** pour **révolutionner la société !**

Venez discuter avec nous de l'appel pour la construction d'un nouveau parti anticapitaliste, lancé par la LCR.

Mercredi 28 novembre à 20h

Pour participer à ce débat, **contactez-nous** : 06. 26. 12. 77. 18. ou lcr57@nomade.fr

Grève massive et victorieuse aux câbleries Lapp.
57 des 63 ouvriers des câbleries Lapp à Oeting se sont mis massivement en grève à partir du 17 octobre. Exigeant une rémunération enfin décente, ils ont réclamé 200€ net de plus, un 13éme mois et une prime de nuit de 15 %. Après 5 jours, la mobilisation a payé. La direction leur concède 126€ net, 15 % de primes de nuit et une gratification de 1200€ brut sur 3 ans. Même si leurs exigences n'ont pas été entièrement entendu, c'est néanmoins dans l'immédiat une victoire démontrant que lutter est nécessaire. Un exemple à suivre...

ANPE-Metz : un agent sanctionné pour avoir évité des radiations !
Les droits des chômeurs sont attaqués. Le but est simple : réduire les indemnités, réduire le nombre des indemnisés, diviser le monde du travail, culpabiliser les chômeurs. Répondant à l'appel de son syndicat CGT-ANPE à éviter au maximum les radiations, un syndicaliste de Metz a été sanctionné. Ce courage dans la résistance aux mesures scélérates est tout à son honneur. Un manifestation de soutien devant la direction régionale de l'ANPE aura lieu à Laxou le 23 novembre à 9h30.

PSA et les 6 suicides : mise en place d'un N° Vert pour seule réponse !
Sur le site PSA de Metz-Borny comme sur tous les autres sites, la pression sur le personnel est maximum avec les injonctions à travailler le samedi et les recommandés avec accusé de réception pour qui n'obtempère pas ! Le stress monte ! Le cabinet « d'expertise psychologique » du N° Vert allait-il interpeller l'entreprise comme le lui a demandé un salarié ? « Ce n'est pas notre rôle » lui a-t-il été répondu… Autant basculer l'appel sur « SOS amitié » ou installer une boîte vocale !

Accident du travail mortel à l'usine Arcelor Mittal de Florange.
Le mois dernier Gabriel Pélissier est mort, broyé par les cylindres du laminoir. Il est mort à cause des conditions de travail qu'il dénonçait quotidiennement en tant que délégué au CHSCT : polyvalence, pressions toujours plus fortes sur les salariés, manque de personnel et recours à l'intérim… tous les moyens sont bons pour augmenter les profits ! Ce jour là, s'il avait eu un collègue avec lui, Gabriel Pellissier ne serait pas décédé. C'est le 33ème salarié qui est mort au travail dans le groupe Arcelor-Mittal depuis le début de l'année.

Quand la colère monte, les ascenseurs restent en bas !
Le 23 octobre les ascensoristes de Koné, Otis, Schindler et Thyssen étaient en grève. Aucun service n'était assuré. Ces 4 entreprises sont dénoncé par la CGT comme le «gang des quatre» grands fabricants mondiaux d'ascenseurs, qui «impose sa loi en matière économique» et «en matière de conditions de travail». «Un technicien ayant 130 ascenseurs sous sa responsabilité ne peut garantir un haut niveau de sécurité. De même, les gains de productivité réalisés sur l'installation d'un ascenseur neuf se font essentiellement au détriment de la santé des techniciens monteurs. Tous sont touchés par des douleurs de dos, comme tous ont été, à leur insu, exposés à l'amiante » expliquent les syndicats.

Prenez contact avec nous ! Rejoignez nous !
Ligue Communiste Révolutionnaire
lcr57@nomade.fr ou 06. 26. 12. 77. 18.
lcr-rouge.org / rouge57.chez-alice.fr